

*Propos recueillis par Armen Tarpinian*

*Armen Tarpinian* : Nos lecteurs vous connaissent pour le moins par vos contributions à la Revue. Certains lisent vos ouvrages et ont vu, je le sais, le film qui a été consacré à votre travail par Bernard Mangiante ,*A l'écoute de la police*, d'autres se demandent quelle est la voie à suivre pour devenir thérapeute social. Le but de cet entretien est de montrer en quoi les connaissances et les pratiques évolutives élaborées par la recherche psychologique dans le domaine de la psychothérapie et de la relation d'aide sont de nature à nous faire repenser et féconder notre culture et notre vie sociale ; comment elles peuvent ainsi nous conduire à un humanisme plus éclairé, mieux outillé pour aider les individus et les sociétés à développer des ressources individuelles et sociales qui assurent un meilleur processus d'humanisation. D'où vous est venu à vous-même ce désir d'intégrer les vertus de la psychothérapie dans la culture et les pratiques sociales ? Pourriez-vous nous dire rapidement quel a été votre cheminement ?

*Charles Rojzman* : La question qui a hanté ma vie est celle des violences collectives. qui pour moi masquaient la violence dans la famille. Tout ce qui n'allait pas dans notre famille venait prétendument du collectif. Le drame familial était recouvert par le drame collectif vécu, par ma famille de façon effectivement très violente. Ça se passait durant la guerre en Pologne.

*A.T.* : Où vous êtes né ?

*C.R.* : Non, je suis né en France. Mon père est venu en France en 1937. Il avait fui un pogrom comme beaucoup de jeunes juifs, qui ont décidé à ce moment-là de fuir la Pologne en se promettant de faire venir leur famille plus tard. Je pense que c'est ce qu'a fait mon père, mais il n'a jamais voulu en parler ; il avait eu quatre garçons là-bas, je ne l'ai appris qu'à l'âge de 40 ans... Il n'a pas pu y retourner à cause de la guerre. Ses parents, ses frères et sœurs, ses enfants et sa femme ont été massacrés en 1942 avec 1500 autres juifs, rassemblés dans le cimetière. Cela se passait le jour même de ma naissance. Tout ça a intensément pesé sur mon enfance. C'est sans doute la sourde obsession de ces violences collectives qui m'a conduit vers la thérapie sociale.

*A.T.* : Ce qui vous avait conduit à la psychothérapie, était-ce cette souffrance si mal identifiée vu le silence de vos parents ?

*C.R.* : Consciemment, non. J'étais l'héritier de mon père et me comportais comme lui qui semblait vivre comme s'il n'éprouvait aucune souffrance. Quand j'ai commencé ma psychothérapie je souffrais peu, je faisais plutôt souffrir les autres !

*A.T.* : Le martyre du peuple juif, ce n'est pas quelque chose qui vous hantait ?

*C.R.* : Non, je ne ressentais aucun malaise personnel. Ce qui m'avait conduit vers la psychothérapie, c'était un intérêt intellectuel pour la connaissance du psychisme. C'est à travers la psychothérapie que j'ai découvert la souffrance et ce

que j'avais fait pour me la cacher. Cela a constitué pour moi une véritable mutation...

Mes parents ont quitté la France pour Israël en 1962 ; j'avais 18 ans. J'étais un rebelle, tout ce que je trouvais de bien là-bas, c'étaient les Arabes, l'architecture, la cuisine, les mentalités arabes ! Alors que mes parents se sentaient enfin chez eux. En Israël, intéressé par l'expérience socialiste, je suis allé vivre dans un kibboutz. Revenu en France, après des études de littérature, je n'ai pas voulu aller jusqu'à l'agrégation, c'était trop « bourgeois » pour moi : l'idée d'être agrégé ou normalien m'était insupportable. Après des études agricoles j'ai vécu pendant 10 ans une vie d'agriculteur et j'ai fait ensuite de la formation d'adultes étrangers dans des foyers d'hommes principalement turcs et maghrébins. Ça m'a vraiment passionné. Pour améliorer mes compétences de formateur, j'ai repris des études à Vincennes. Il y avait un enseignement très riche. J'ai commencé à m'intéresser à la psychothérapie pour mon travail avec les autres. Pas pour moi, puisque moi j'allais très bien ; c'étaient les autres qui allaient plutôt mal... Mais entreprenant une psychothérapie je suis enfin entré dans mon problème : j'ai découvert la profondeur du drame familial et personnel. J'ai fait une psychanalyse qui a duré très longtemps. Ça m'a vraiment passionné, j'allais à la découverte de moi-même. Puis je suis devenu psychothérapeute, tant en individuel qu'avec des groupes. Mais assez rapidement, j'ai eu le sentiment que le travail de la psychothérapie ne contribuait pas suffisamment à socialiser les gens, mais tendait plutôt à les narcissiser. J'étais profondément insatisfait, d'autant plus que j'avais toujours ressenti un très vif intérêt pour les mouvements politiques d'émancipation. C'est dans ce contexte-là que j'ai compris les limites de la psychothérapie et celles de la politique : celle-ci ne tenait pas compte de la profondeur des drames personnels ; celle-là sous-estimait l'importance de l'environnement social, économique.

C'est à cette période qu'on m'a demandé si je voulais former des soignants d'hôpital chargés de l'accueil des immigrés. Je me suis dit : pourquoi ne pas m'inspirer de la psychothérapie pour aider ces gens à mieux accueillir les étrangers ?

Là j'ai fait trois découvertes. Première découverte : j'observais que derrière les sentiments de haine, de rejet ou de mépris se tenaient des peurs de l'autre, toujours les mêmes. Deuxième découverte : je constatais la force des interactions systémiques. Les étrangers venant dans les hôpitaux, eux non plus n'aimaient pas les soignants, leur manifestaient de l'antipathie : il n'y avait pas d'un côté le méchant soignant et de l'autre le gentil immigré, mais des sentiments d'hostilité réciproques qui évoluaient en spirale... Troisième découverte : j'ai pu observer que les plus racistes étaient souvent les plus humiliés dans l'hôpital. Ainsi les femmes de service se révélaient être plus « racistes » que les médecins ou les infirmières. Je me suis rendu compte que dans l'institution elle-même, circulaient de la haine, de la peur. Et, plus que tout, l'humiliation, qui est le pire à vivre.

À partir de ces découvertes, j'ai eu l'idée d'aller dans une ville de banlieue, où vivaient beaucoup d'étrangers. C'était à Mantes-la -Jolie. C'est là que j'ai mis en place ma méthode. J'ai commencé à inventer des pratiques et à réfléchir sur ce que je faisais. J'ai vu par la suite que ma pratique était proche de celle qu'Eliott Jaques pratiquait, en entreprise, en Angleterre dans les années 40. J'ai découvert

Melanie Klein. Je me suis rendu compte que je suivais un processus qui était le passage de la position schizo-paranoïde dont parle Melanie Klein à la position dépressive. Une position où la mère en particulier, est vécue comme deux personnes séparées, la *bonne mère* qui fait tout, et la *mauvaise mère* qui frustré. Vient un moment où l'enfant comprend que la même personne peut être à la fois bonne et mauvaise. C'est la maturation, qui l'amène à accepter ses propres aspects violents ou négatifs et lui fait découvrir qu'il a une possibilité d'action sur le comportement de l'autre, qu'il peut le rendre plus bienveillant à son égard ou le contraire. C'est là que commence à poindre le sentiment de son pouvoir sur lui-même et sur autrui : sa responsabilité.

C'est exactement ce processus que je mets en marche dans les actions de thérapie sociale : je m'efforce de mettre en place un environnement favorable à cette maturation qui permette de diminuer les peurs de base et donc à mieux accepter l'autre et mieux s'accepter soi-même. Se reconnaître co-responsables c'est tout le contraire du processus qui fait de l'autre le bouc-émissaire et de soi la victime.

A.T. : Ou l'inverse d'ailleurs chez le dépressif.

C.R. : Oui. En travaillant de cette façon-là, j'ai découvert petit à petit le poids de l'institution et son caractère pathogène. J'ai compris qu'il est vain de vouloir que les individus deviennent plus ouverts, tolérants, sociables, s'ils continuent à vivre dans une institution dont le système hiérarchique et compétitif inadapté favorise la peur et non la sociabilité. Je me trouvais face au paradoxe soulevé par Edgar Morin : « Comment changer l'être humain si on ne change pas les institutions ? Comment changer l'institution si on ne change pas les êtres humains ? » L'idée m'est venue de créer des environnements qui donneraient aux individus la possibilité de changer, s'ils le veulent, et de créer des dispositifs qui leur permettent d'agir sur les institutions. Si l'école est différente, si le système politique est différent, si tout le système institutionnel est différent, moins pathogène, les individus vont développer leur sociabilité. Il y a là une causalité circulaire, une dynamique de changement à mettre en branle.

A.T. : Ce que vous dites va dans le sens de ce que nous avons créé avec notre association Interactions Transformation personnelle/Transformation sociale. Pour nous comme pour vous, si je comprends bien, comme pour Morin, il s'agit là d'un nouveau paradigme : la prise en compte conjointe du changement personnel et du changement social et institutionnel. Une co-responsabilité d'ordre systémique qui peut concourir à une meilleure évolution commune.

C.R. : J'ai le contre-exemple du kibboutz que j'ai vécu. Le kibboutz constituait un environnement en principe favorable à la sociabilité et à la coopération. Mais on a voulu en faire une structure répétable à l'identique et quasi interchangeable. En réalité, il faut pouvoir créer des dispositifs qui permettent aux individus d'agir en permanence sur eux et réciproquement.

Même en ce cas, ce n'est pas gagné pour toujours. Il faut d'abord former les formateurs : les enseignants, les travailleurs sociaux, les policiers etc. Imaginez par exemple l'importance des interactions dans les prisons, entre le personnel et les détenus.

La thérapie sociale s'exerce sur deux axes : le premier c'est la formation des professionnels de ces institutions, de tous niveaux hiérarchiques ; le second, ce sont les « groupes de travail » notamment dans les villes. Il s'agit de provoquer des changements dans les institutions grâce à la production d'une *intelligence collective*. Les institutions sont davantage prêtes à accepter des changements car elles se trouvent en état d'impuissance et de souffrance, qu'il s'agisse de l'école, de l'hôpital, de la police dans les banlieues, etc. Les problèmes ne peuvent plus être résolus de façon classique d'en haut, par des experts. Seul un effort d'intelligence collective peut permettre de les résoudre et de mieux adapter les institutions à leurs missions sociales : de les rendre ainsi moins pathogènes.

A.T. : Personnellement, je tiendrais volontiers le concept d'*intelligence collective* comme une huitième forme d'intelligence, tout comme je ferais de l'*intelligence psychothérapique* la neuvième forme.

C.R. : Oui. Il s'agit en fait de groupes de résolution de problèmes fondés sur une bonne circulation de l'information, condition même pour créer de l'intelligence collective. En effet, le manque de circulation d'information explique que notre société soit devenue si pathologique et pathogène. Je veux dire que chaque groupe, chaque individu, ne vit qu'avec l'information de son milieu de façon quasi autarcique. Je prends un exemple : un jeune de banlieue en situation de rupture n'a jamais l'occasion de raconter ce qu'il pense et ressent de la réalité qu'il vit, à un professeur, car il y a de l'intimidation, de la méfiance, de la peur, de la haine. L'information ne circule pas. De même le gardien d'immeuble peine à donner les informations qu'il a sur la vie du quartier, sur ce qu'il vit, aux responsables HLM de la cité. Il y a dans la société un blocage à tous les niveaux. Chacun reste avec les préjugés de son milieu, de son quartier ; avec aussi ses préjugés idéologiques. La thérapie sociale vise à agir avec les individus pour leur permettre de provoquer des changements dans les institutions. C'est très important pour éviter que, par ignorance de ce que vit et pense l'autre, chacun verse dans un manichéisme qui s'auto-renforce dans les situations de stress comme celles que nous vivons.

A.T. : Il s'agit là d'une tendance anthropologique forte.

C.R. : Absolument. Mais renforcée par des environnements qui génèrent de la peur. Notamment dans des époques de transition comme la nôtre. La peur de l'inconnu, de la solitude, de l'agression, du rejet, pour beaucoup de jeunes la peur d'être inutiles, toutes ces peurs de base, renforcées par les environnements sociaux d'aujourd'hui, sont plus grandes que jamais, et dans certains pays ou certaines sociétés plus qu'ailleurs.

A.T. : Dans nos sociétés, il y a les phénomènes que vous dites ; il y a aussi une sécurité dont on pouvait manquer dans les siècles passés, au temps des bandits de grands chemins...

C.R. : Vous savez que la réalité psychique ne fait pas de comparaison entre le XVIIIe siècle et le XXe siècle ; elle compare ce qu'elle vivait il y a dix ans et ce qu'elle vit aujourd'hui. La tentation est aussi de vouloir résoudre ces problèmes par le collectif et de créer une « thérapie sociale » pathologique

A.T. : Vous pensez à quoi ?

C.R. : Au fait que les systèmes identitaires ou religieux peuvent être recherchés comme des remèdes collectifs permettant de calmer les peurs. Si vous avez le sentiment que vous n'avez pas de valeur en tant qu'individu, vous pouvez en avoir une en tant que croyant de telle ou telle religion ou idéologie politique plus ou moins fanatisée.

A.T. : Vous avez employé le terme « thérapie sociale pathologique ». C'est paradoxal. Est-ce volontaire ?

C.R. : Oui. Il y a des thérapies collectives fondées dans des identités meurtrières qui peuvent soulager le malaise individuel. Le nazisme a sauvé à mon avis beaucoup d'Allemands de la névrose individuelle et de la dépression. Je pense que l'islamisme, par exemple, peut sauver beaucoup d'individus de la dépression.

Je pense réellement que des maladies collectives, des hystéries collectives, peuvent guérir des maux individuels, c'est ce que je veux dire.

A.T. : Disons que l'on passe alors d'une névrose individuelle à la névrose collective, mais je vous accorde que tout cela est complexe... On peut dire également, c'est vrai, que l'on « guérit » aussi en entrant dans une secte.

Je souhaiterais que vous nous parliez un peu plus de votre travail dans les institutions, et par exemple dans les écoles, notamment avec les enseignants. Comment espérer que ces pratiques innovantes soient officiellement reconnues et, progressivement, se généralisent.

C.R. : L'école aujourd'hui est malade et par là même pathogène, car elle n'a pas encore été vraiment capable de s'adapter aux changements de l'environnement. Autrefois, entre les enfants et l'école il y avait un contrat, implicite ou explicite, mais il y avait un contrat. Aujourd'hui avec la massification de l'enseignement, ce contrat n'existe plus. L'école fonctionnait en accord avec une certaine forme de société ; elle a été révolutionnaire à un moment de l'histoire en proposant de substituer aux hiérarchies féodales des hiérarchisations par le mérite. Cette école a permis de créer et d'accompagner la société industrielle avec ses hiérarchies contestables, mais qui fonctionnaient tant bien que mal. Son but déclaré n'était évidemment pas de favoriser l'échec, mais en exacerbant la compétition des gagnants elle crée des perdants.

C'est ce qui fait que l'école n'est plus du tout adaptée à la réalité d'aujourd'hui. Jadis les perdants de l'école avaient une place dans la société. Il y avait aussi l'espoir que les enfants puissent faire mieux que leurs parents. Faible certes, mais l'école ouvrait des portes...

A.T. : Sauf pour l'enfant en échec dans des familles aisées où il était prévu et programmé pour la réussite.

C.R. : Il y avait des échecs individuels, mais globalement ça se réglait à peu près. Aujourd'hui ceux qui sont en échec à l'école n'ont plus de place dans la société. Ils

ne peuvent plus être paysans, ni ouvriers. Cela suscite un grand sentiment d'inutilité sociale. Le système est en panne et doit changer. Bloquée face au changement, l'école devient pathogène. Voilà l'exemple d'inadaptation d'une institution qui crée de la peur, de l'agression et de la violence. Et beaucoup d'humiliation évidemment. Quand vous êtes rejeté par l'école et que vous n'êtes plus rien, vous compensez par la délinquance ou l'exaltation des identités, par exemple. La violence et la souffrance qui en résultent inciteront-elles à créer les conditions d'un véritable changement ?

A.T. : Imaginons que je sois un directeur d'établissement, j'ai entendu parler de vous et je vous dis : je sais que vous avez une bonne analyse et pratique touchant l'école ; quels changements pouvez-vous nous proposer ?

C.R. : Il y a deux axes : d'une part la thérapie sociale et d'autre part la formation: c'est-à-dire apprendre aux enseignants à travailler autrement, face à des enfants qui n'aiment pas l'école, n'ont pas de contrat avec elle, la haïssent, ou s'y ennuiant. Comment fait-on ? En thérapie sociale, il s'agit de former des groupes dans lesquels puisse se développer, par coopération, une intelligence collective susceptible d'affronter et de résoudre les problèmes. Il y a toutes sortes de points de vue et d'informations différentes sur ce qu'on a à faire ensemble. Il faut faire interagir tous ces points de vue, créer un groupe dans lequel se produise de l'intelligence collective.

A.T. : Vous parlez des enfants ou des enseignants ?

C.R. : Des enseignants. Comment peuvent-ils utiliser avec les enfants les ressources inspirées de près ou de loin par la psychothérapie ? Comment par exemple apprend-on aux enseignants à créer une dynamique de groupe qui soit favorable réellement à la sociabilité ? L'école en général ne sait pas travailler avec des groupes. On n'apprend pas dans les IUFM à créer un contrat avec des élèves. Pourquoi ? Moi par exemple j'ai acquis un savoir-faire qui me permet de travailler avec des gens qui ont toutes sortes de points de vue et qui n'ont pas forcément la même volonté de travailler ensemble. Ça on peut l'enseigner aux enseignants. Ça demande une qualification particulière.

A.T. : Les enseignants disent : on ne va pas dans les IUFM pour qu'on nous embête avec de la dynamique de groupe.

C.R. : Oui, parce que cette dynamique de groupe est complètement déconnectée des questions des enseignants. Par exemple ils se plaignent que dans les IUFM on ne les aide pas à répondre aux questions les plus courantes : comment fait-on dans une classe quand un enfant se lève et insulte le professeur ? Dans mes groupes de travail, il y a des gens qui m'agressent. S'ils le font c'est qu'il n'y a pas eu auparavant de travail de contrat avec le groupe. Ce que j'appelle un travail de contrat, c'est comment faire émerger les résistances, les refus, les doutes, les peurs, pour qu'on les mette sur la table et qu'on dise : une fois qu'on sait tout ça, comment travailler et avancer ensemble ? Il faut apprendre aux enseignants à quitter un système patriarcal dans lequel l'enseignant représente l'autorité qui sait et régit tout et à entrer dans un système où l'autorité intègre la coopération et ne se considère plus comme la seule source d'information. C'est vrai aussi des autres

secteurs sociaux et politiques. Aujourd'hui l'autorité n'est respectée comme légitime que si elle est respectable. Un policier n'est pas respecté parce qu'il est policier, mais parce qu'il est un bon policier. De même un professeur, ou un père. Le système patriarcal a disparu. Aujourd'hui quand vous allez chez le médecin, vous ne dites pas : il sait tout, moi je ne sais rien. Vous discutez. Le bon médecin aujourd'hui c'est celui qui écoute, accepte le dialogue, les questions.

A.T. : Notre ami Daniel Favre parle d'une autorité détachée de l'idée de soumission. Pouvez-vous nous donner des exemples concrets d'intervention à l'école.

C.R. : Oui. Il y a des choses très simples. Je peux en huit jours enseigner à des enseignants à devenir capables de former un groupe dans lequel tous les élèves vont coopérer et travailler ensemble. Sinon, sans aucune connaissance de la dynamique de groupe, ils vont se retrouver en face d'un groupe qui va raviver les peurs de base et déclencher des systèmes de défense. Il va y avoir création de sous-groupes. Ils vont entrer en guerre les uns avec les autres, avec des phénomènes de leadership, des dominants, des rebelles. Les classes c'est aussi ça. J'assurais la formation d'un groupe de professeurs dans un collège de Seine-Saint-Denis, à la suite de quoi ils ont décidé de partir en vacances avec les plus mauvais élèves en mathématiques et de passer 15 jours à faire des maths. Ils ont utilisé la vie de groupe dans le sens que j'ai dit, et établi avec les élèves un contrat. Dans le système ancien on ne proposait pas de contrat. jamais personne ne m'a expliqué pourquoi il fallait faire des mathématiques, je n'avais qu'à avaler le programme. J'ai refusé, je n'ai jamais appris les maths. Ici, travaillant sur les deux registres du groupe et du contrat, les enseignants ont obtenu des résultats étonnants. Toute la classe s'est passionnée pour les mathématiques.

A.T. : Il a fallu toutefois qu'ils acceptent ces 15 jours hors programme officiel. Ce qui pose le problème de la généralisation de nouvelles pratiques qui modifient des emplois du temps syndicalement très surveillés !

C.R. : C'est la question. Comment susciter des changements de comportement individuels qui entraînent les changements indispensables des dispositifs institutionnels ? Vous ne pouvez pas mettre en place une police de proximité avec des policiers qui vont changer tous les ans. Il faut que les professionnels mieux formés poussent au changement des structures institutionnelles.

A.T. : Les pathologies des banlieues sensibles ne sont-elles pas le miroir grossissant de pathologies qui se rencontrent aussi bien à Neuilly qu'ailleurs.

C.R. : En thérapie familiale on parle du « malade désigné » par la famille. Il me paraît que les « banlieues » sont les malades désignés de la société. Les banlieues ne font que révéler les maladies de la société que sont la dépression, la paranoïa, la victimisation, la psychopathie, la sociopathie. Toutes ces maladies sont certes très visibles dans les banlieues, mais elles existent, à des degrés quelquefois plus atténués, dans le reste de la société. La difficulté à vivre ensemble et à travailler ensemble n'existe pas que dans les banlieues, elle existe dans de multiples entreprises privées et publiques. Elle existe même là où on s'y attendrait moins, dans les sociétés de psychothérapeutes. D'ailleurs, la preuve que la thérapie

sociale répond à des besoins profonds, c'est que des institutions dans lesquelles les gens ont fait un énorme travail sur eux-mêmes produisent encore de la pathologie.

A.T. : Cela vaut également pour les associations qui ont la fraternité, le dévouement, l'humanité en tête et même dans le coeur dans une certaine mesure...

C.R. : Ou qui prônent la non-violence

A.T. : ... et qui finalement produisent de l'hostilité, de la haine, de la rivalité, comme ailleurs.

C.R. : Parce que ce n'est pas uniquement une affaire d'individus, c'est aussi une affaire d'institutions.

A.T. : Nous retrouvons là notre paradigme TP/TS, Transformation individuelle, transformation sociale. On n'avance bien que sur deux pieds...

C.R. : Les institutions n'ont pas appris à traiter leur propension à créer de l'inhibition, de la peur, du mal-être, à élaborer des conditions telles que les gens arrivent à les dépasser. En résumé, la thérapie sociale, ce n'est rien d'autre que d'apprendre à créer un groupe dans lequel l'intelligence collective va permettre une action des individus sur les institutions et réciproquement. À partir du moment où les peurs disparaissent, les individus retrouvent un profond plaisir à travailler ensemble.

A.T. : Le bénéfice personnel c'est que chacun se sent reconnu comme une personne, confirmé à travers l'attention qu'on porte à l'information qu'il donne tout en confirmant autrui en recevant avec un réel intérêt son information. On est dans le potlach.

C.R. : Mais cette information n'est pas connue et, surtout, pas communicable sans ce travail de groupe. Je prends un exemple simple : un enfant dans une classe de 6e dans un collège de Seine-Saint-Denis me dit : si on se met au premier rang, qu'on pose des questions au professeur, on se fera taper dessus pendant la récréation par des élèves qui nous traiteront de lopettes ou de fayots. Je demande : Personne n'intervient ? Les professeurs ? Non. Les professeurs sont fatigués, discutent entre eux et c'est la loi de la jungle. Cette information-là qui est connue par un enfant de 6e n'est pas connue par l'inspecteur d'Académie. Pourtant, si on veut régler le problème de la violence dans ce collège, on va demander, selon le fonctionnement habituel, qui détient la réponse ? C'est le spécialiste, l'inspecteur d'Académie. Donc on va lui demander de trouver la solution. Il va peut-être proposer que tous les vendredis de 11 h à 12 h on fasse une heure de discussion sur la violence. C'est ce qui est arrivé dans ce collège. Il va y avoir certes une discussion sur la violence mais dans un climat de peur qui fera que les enfants ne pourront pas exprimer l'information dont ils disposent. Il n'y aura pas de création d'intelligence collective.

A.T. : Comment faire concrètement pour que le moins lentement possible ces pratiques s'inscrivent dans le tissu de la formation des maîtres ?

C.R. : Il faut créer des instituts dans lesquels les professeurs vont apprendre à utiliser ces méthodes, la mienne et d'autres qui vont dans le même sens. Il y a la formation des enseignants et puis il y a le travail que font des socio-psychanalistes comme Gérard Mendel et son équipe, qui produisent un vrai travail de création d'intelligence collective dans le corps social, notamment à l'école (\*), avec des outils pour former des citoyens démocrates. On ne crée pas la démocratie en la décrétant mais on la crée en faisant en sorte que les citoyens soient démocrates. Or un citoyen démocrate c'est un citoyen libéré de la peur

A.T. : ... qui sache s'affirmer sans écraser l'autre ni se laisser écraser ?

C.R. : C'est ça qu'on ne sait pas faire. Donc je dirais qu'il faut, pour démocratiser le fonctionnement de l'institution de l'école, former des professeurs à travailler démocratiquement. Ça passe bien sûr par un travail sur soi et aussi par la mise en place de groupes de travail qui traitent de situations concrètes, locales, en suscitant l'intelligence collective de tous les acteurs concernés.

A.T. : Même en faculté de psychologie, on enseigne de la psychologie, on ne forme pas à la psychologie, au travail sur soi. Cela dit, travailler sur soi ne veut pas dire entrer en psychothérapie, mais être plus résolument attentif à nos motivations, à nos attentes et à nos peurs... à leurs interactions avec les désirs et les peurs des autres... Cela s'observait spectaculairement dans le film consacré à votre démarche « A l'écoute de la police ».

C.R. : Oui, il s'agit là d'une hygiène élémentaire mais que l'on a si peu apprise qu'elle apparaît difficile ou dangereuse. C'est l'exigence d'auto-examen si souvent rappelée par Morin, et qui est aussi celle de votre revue.

A.T. : Une dernière question... Comment peut-on se former à la thérapie sociale telle que vous la pratiquez ?

C.R. : J'ai mis en place une formation à la thérapie sociale, en France bien sûr mais aussi dans d'autres pays: aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse. Des élèves à moi travaillent en ce moment à la création d'un institut de thérapie sociale en Russie, d'autres en Pologne.

A.T. : Les questions que nous avons évoquées dans cet entretien ne concernent donc pas uniquement la société française ?

CR: Bien sûr que non. Même si les questions et les problèmes sociaux sont formulés de façon différente, le malaise est universel et le besoin de thérapies collectives très grand. Partout, on a la tentation de s'en prendre à des boucs émissaires et l'individu noyé dans la masse perd le sens et la conscience de son être propre et de sa responsabilité. Partout aussi grandit le potentiel de violence et d'injustice. Partout, on risque de se réfugier dans des *identités meurtrières* qui ne laissent pas de place à l'humanisation de l'humanité qui est pourtant devenue aujourd'hui la condition de notre survie.

## Biographie et bibliographie

Charles Rojzman est le fondateur d'« Impatiences démocratiques » et co-fondateur de « la Fondation franco-polonaise pour les nouvelles pratiques démocratiques ». Il est à l'origine d'une méthode transdisciplinaire – la thérapie sociale – forme renouvelée d'éducation à la démocratie. Il assure depuis plus de douze ans la formation d'acteurs de terrain et de personnels des services publics de tous niveaux à l'exercice de leur profession dans un contexte de crise. Il y a quelque temps, le Ministère de la Ville lui a confié une mission expérimentale de formation d'animateurs de groupes de projets « face aux violences » dans une dizaine de villes. Le Ministère de l'Intérieur l'a chargé d'une formation de formateurs de la Police Nationale.

Charles Rojzman est chargé de cours en DESS « psychologie des actions interculturelles » à l'université de Nancy 2 et en « Urban studies » à l'université de Philadelphie (États-Unis). Il anime également des cycles de formation à la thérapie sociale et des rencontres intercommunautaires dans différents pays (États-Unis, Allemagne, Russie, Guatemala, Macédoine... )

Il est l'auteur de différents ouvrages: La peur, la haine et la démocratie (réédition en poche Desclée de Brouwer août 1999), Freud, un humanisme de l'avenir (Desclée De Brouwer 1998), Comment ne pas devenir électeur du Front national (avec Véronique Le Goaziou Desclée de Brouwer 1998), Savoir vivre ensemble, agir autrement face à la violence et au racisme( avec Sophie Pillods), Syros 1998, réédité en poche La Découverte,2001, Les banlieues, avec Véronique Le Goaziou (collection Idées reçues au Cavalier bleu, 2001).